La Dépêche de l'Aube

www.ladepechedelaube.org

N°1937 du 6 novembre 2026 - Prix : 1,20 €

PROVOCATIONS ET RESTRICTIONS DE BAROIN AND CO

Le maire de Troyes est un fin politicien, c'est un fait. Du moins paraît-il... Il sait y faire, le bougre, pour faire passer des vessies pour des lanternes, jouer de provocations multiples, aller vers l'extrême de sa droite, sans avoir l'air d'y toucher ! Quelques exemples ?



Par David Morin

La Maison des Syndicats, terrain de provocations

La dernière en date, cette idée perverse de loger les élu-e-s de Troyes du RN dans les locaux de la Maison des Syndicats et de la Vie associative. Les syndicats et les associations, tout ce que déteste ce parti : preuve en sont les attaques dont ils sont les cibles dès qu'il accède aux responsabilités. Le député Chenu (RN) est même allé jusqu'à menacer de couper les vivres aux syndicats qui feraient de la politique, CGT en tête. Sacrée conception du dialogue social…

Le maître des lieux décide de faire cohabiter un parti nationaliste et intolérant avec des syndicats et associations de résistants, des syndicats internationalistes et antiracistes. Première provocation. Les locataires ont été ravis d'être mis devant le fait accompli, d'autant que le règlement intérieur interdit toute activité politique. C'était une condition fixée pour emménager. Deuxième provocation. Toutes et tous payent un loyer sauf un, devinez lequel ? Troisième provocation. Et, au moment où sont écrites ces lignes, toujours pas de réponse du maire au courrier unitaire des unions départementales syndicales. Si ce n'est pas du mépris, c'est une quatrième provocation.

Il faut souligner l'esprit de responsabilité des organisations syndicales pour ne pas tomber dans le panneau de ces fomentations. Cette décision incendiaire relève d'un calcul politique pariant sur un envenimement de la situation.

Quelques mois auparavant, entraîné par un élan de tout-sécuritaire et non content de soutenir Retailleau, il tentait l'instauration d'un couvre-feu. Mal lui en prit : le revers fut cinglant (voir *La Dépêche* du 22 juillet 2026). En pratiquant comme le parti d'extrême droite le ferait, M. Baroin ne peut plus cacher qu'il est extrêmement de droite. Ce fin politicien mise souvent sur le mauvais cheval : Sarkozy en 2012 et 2017, Pécresse en 2022. On se prendrait à rêver qu'il se range derrière la candidate au bracelet électronique !

Des manifestations réduites au silence ?

Et puis, avant que le préfet de l'Aube n'impose ses parcours en interdisant le centre-ville pour protéger les commerces de ces hordes qu'on n'a jamais vues dans la cité tricasse, notre serviteur dépositaire de notre bien-être invente… les manifs silencieuses !

Par arrêté municipal du 30 septembre 2026, le maire interdit la diffusion de musique, de sons et de bruits, y compris de conversations téléphoniques et de visioconférences, au moyen d'enceintes ou de téléphones en mode haut-parleur. Silence de minuit à 6 h 30 autour des lieux recevant du public, et à toute heure à moins de 50 mètres des établissements scolaires, médicaux, sociaux, des résidences pour personnes âgées, des lieux de culte et de certains établissements publics. Selon notre décompte plus de cinquante établissements concernés dans Troyes. Une atteinte à la liberté de manifester et à la liberté syndicale !

La CGT, la FSU et la LDH ont déposé un recours au tribunal administratif de Châlons-en-Champagne. *La Dépêche de l'Aube* soutient cette démarche et vous informera de la suite.

M. Baroin François penche de plus en plus sur sa droite, là où le vent ultrasécuritaire l'emmène avec tout son clan.

NEWCLEO : LE PCF DÉFEND UN NUCLÉAIRE SOUS MAÎTRISE PUBLIQUE

Le projet Newcleo engage l'avenir du bassin romillon et mérite mieux qu'un chèque en blanc. Mercredi 28 octobre, la section de Romilly du PCF a présenté son analyse lors d'une conférence de presse animée par Joë Triché, en présence de Fethi Cheikh, élu communiste à la mairie de Romilly-sur-Seine, de Dimitri Tissot, secrétaire de section et de plusieurs militants et sympathisants.

Par Camille Lainé

Plusieurs milliards d'euros d'investissements et 1 500 emplois sont annoncés autour d'une usine de fabrication de combustible MOX à Pont-sur-Seine et Marnay-sur-Seine. Celle-ci s'inscrit dans un projet comprenant également un réacteur à neutrons rapides refroidi au plomb, près de Chinon. Des perspectives qui justifient un examen approfondi des garanties industrielles, financières et de sûreté.

Un dossier étudié, des réserves précises : les communistes romillons ont participé aux réunions du débat public à Nogent-sur-Seine, Romilly et Villenauxe-la-Grande. Ils ont également travaillé avec la commission nationale Écologie-Environnement du PCF et déposé un cahier d'acteur pour rendre leur position publique.

Leur analyse soulève plusieurs interrogations : maturité des technologies envisagées, tenue et contrôle des matériaux, traitement du combustible et conditions d'accès au plutonium. Les communistes romillons questionnent aussi la capacité d'une jeune entreprise privée à supporter les conséquences financières d'un échec industriel, d'un incident ou d'un accident. Avec une inquiétude : que la puissance publique soit appelée à assumer les risques sans maîtriser les décisions.

Pour les communistes, ces réserves dépassent le seul dossier technique. Ils contestent un développement du nucléaire détaché d'une planification publique et susceptible de mettre les acteurs de la filière en concurrence.

Deux EPR à Nogent plutôt qu'une logique privée

Cette opposition à Newcleo s'accompagne d'un soutien affirmé à l'énergie nucléaire. Avec son *Plan Climat Empreinte 2050*, le PCF défend un mix associant nucléaire et énergies renouvelables pour sortir des énergies fossiles, atteindre la neutralité carbone et réindustrialiser le pays.

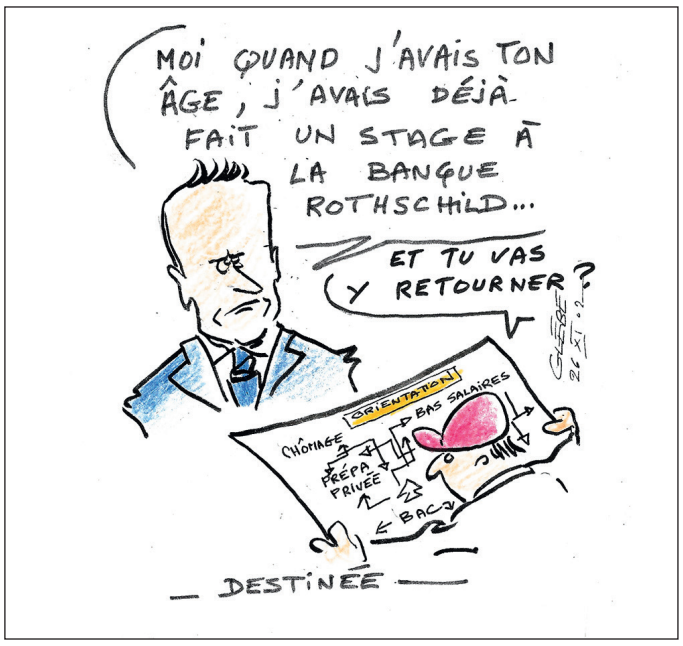
La section romillonne se prononce ainsi pour l'installation de deux EPR à Nogent-sur-Seine. Produire davantage d'électricité décarbonée, développer l'emploi industriel et conserver la maîtrise collective des choix énergétiques : telle est la ligne défendue lors de cette conférence. Pour les communistes, les promesses d'investissement ne peuvent remplacer les garanties publiques qu'exige une industrie aussi stratégique.

L'HUMEUR de Michel Grossmann

COUP DE RABOT SUR L'AVENIR

Les lycéens (nes), la jeunesse en général, entre crise économique, urgence climatique et un enseignement qui ne répond pas à leurs attentes, sont face à l'incertitude de leur avenir. En descendant dans la rue, ils tentent de le réinventer. Le gouvernement, déconnecté de la réalité, en rajoute en réduisant ses dotations dédiées à l'aide au financement des Missions Locales qui ont pour action d'accompagner les plus vulnérables d'entre eux. Par effet domino, le président du Conseil régional du Grand Est, Franck Leroy, et sa majorité de droite suppriment à leur tour les vivres à ces mêmes organismes, mais pas le mépris pour la jeunesse en difficulté. Les Missions Locales de la Région prennent en charge chaque année 80 000 jeunes de 16 à 25 ans en difficulté d'insertion professionnelle et sociale. Le financement va passer de près de 6,3 millions d'euros à 0. Il justifie cette coupe sombre par un contexte de rigueur budgétaire et, malgré sa proximité politique avec le pouvoir, le président et sa majorité essaient de se disculper en jouant le coup de la patate chaude. Mais c'est bien leur politique de droite, qu'elle soit gouvernementale ou régionale, qui va faire pâtir la jeunesse de notre région pendant que les aides publiques continuent d'abreuver les entreprises. Un financement qui pourrait être utile au développement économique, mais, en l'absence stricte de conditions imposées aux entreprises, cela devient un arbitrage inégalitaire. Cette fragilisation du dispositif d'insertion destiné aux classes populaires met en lumière un choix idéologique, une orientation de classe.

L'OEIL DE GLEBE



MOUVEMENT DU 26 SEPTEMBRE

SAMEDI
14 NOVEMBRE

« POUR LE PRÉSENT ET L'AVENIR DES ENFANTS »

POUR LE CLIMAT, LE VIVANT, LA PAIX ET LA JUSTICE SOCIALE

Le 26 septembre, plus de 130 000 personnes ont marché dans 260 villes.

LE 14 NOVEMBRE, ON CONTINUE.

PRÈS DE CHEZ VOUS
À TROYES
SAMEDI 14 NOVEMBRE, 10H30
PLACE JEAN JAURES

Infos nationales

Infos locales

Mouvement du 26 septembre - Imprimé par nos soins

26septembre.org

Intermarché

les Mousquetaires

Producteurs D'ICI

TOUS UNIS AVEC LES PRODUCTEURS LOCAUX

23, boulevard de Dijon - SAINT-JULIEN-LES-VILLAS - 81, avenue édouard Hérriot - TROYES (Les Chartreux) (NETTO)
Les Rives de Seine (anc. FENWICK) - SAINT-JULIEN-LES-VILLAS - 64, mail des Charmilles - TROYES

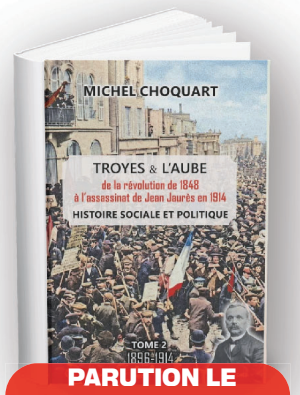
ROMILLY-SUR-SEINE

UN BANC NE MET PERSONNE À L'ABRI

À Romilly, la droite voit rouge… sur un banc. Un pot de peinture, une inauguration, une photo : moins coûteux qu'une politique de protection des femmes ! Mais pour fuir les coups, il faut un toit sûr et un accompagnement. Quels moyens supplémentaires pour le CCAS ? Quel soutien durable aux associations féministes ? Quelles garanties de mise à l'abri immédiate avec les enfants ? Qu'on nous présente des budgets et des engagements ! Valérie Bazin-Malgras pose pour la photo, mais aucune participation enregistrée aux trois scrutins vérifiés en 2025 sur les violences sexuelles et le consentement. Avant d'inaugurer un banc, encore faudrait-il être au rendez-vous à l'Assemblée ! Le combat pour l'égalité a besoin de moyens ! Un coup de peinture ne suffit pas à faire avancer les droits des femmes.

Cerise

BON DE SOUSCRIPTION EXCLUSIF



PARUTION LE 20/11/2026

Préface par **Danielle TARTAKOWSKY**

Les éditions du CEMOA ont le plaisir de vous annoncer que le **tome 2** de l'ouvrage de Michel CHOQUART : **"TROYES ET L'AUBE - HISTOIRE SOCIALE ET POLITIQUE** (1848-1914) sera disponible à la vente dès le 20 novembre prochain !
Ce livre de 420 pages comporte de riches illustrations en couleurs, et des archives inédites, sera mis en vente publique au prix de 39€ TTC.

Profitez dès maintenant du prix préférentiel en souscription !

À renvoyer à Éditions du CEMOA - 65, rue Jean-Nesmy 10000 - Troyes

NOM* : ..... Prénom* : .....

Adresse complète* : .....

Code postal* : ..... Ville* : .....

Téléphone* : .....

Je commande : ..... exemplaire(s) du livre au prix unitaire de 30€ soit ..... euros.

☐ **Remise en main propre** au 22ter Av. Anatole-France, Troyes (lun. au ven. de 8h30 à 16h)

☐ **14€ pour l'envoi d'un exemplaire à domicile**

* Paiement par chèque libellé à *"CEMOA-Livre"* à joindre à l'adresse : CEMOA - 65 Rue Jean Nesmy, Troyes

* Paiement par virement bancaire : référence *"livre"* ou "offre spéciale" IBAN : FR76 1027 8025 6700 0215 1840 115

ÉDITIONS du CEMOA

Tél : 06 73 84 71 98
Mail : asso.cemoa@gmail.com

À NOS LECTEURS

Si vous êtes un lecteur ou une lectrice de notre journal, que vous l'appréciez, mais que vous n'êtes pas encore abonné·e, nous vous proposons de le devenir. Pour continuer à paraître, *La Dépêche* a un besoin vital d'accroître le nombre de ses abonnés.

LA DÉPÊCHE DE L'AUBE A BESOIN DE VOTRE SOUTIEN

JE M'ABONNE POUR UN AN

Nom - Prénom :
Adresse :
Code postal : Ville :
Mail : Tél :

☐ **Soutien : 40 € ou plus.** 52 numéros Version papier et numérique. Cette formule vous permet d'offrir un abonnement à une personne de votre choix (joindre ses coordonnées)

☐ **20 €** 52 numéros Version papier et numérique.

Date : Signature

À retourner avec le règlement à :
La Dépêche de l'Aube, 22ter Avenue Anatole-France 10000 Troyes

SERGE WOLIKOW
« LA PRESSE EST UN MIROIR DE LA DIVERSITÉ COMME DES CONFLITS QUI TRAVERSENT LA SOCIÉTÉ »



Par LDA

LDA : Le CEMOA organise le vendredi 20 novembre 2026 une journée d'études sur la presse auboise de 1939 à 1947. Quels sont les objectifs de cette initiative ?

SW — Il s'agit d'une journée d'études ouverte à un large public. Elle s'inscrit à la fois dans le cadre des commémorations nationales de la France et de sa reconstruction et relève d'un projet scientifique et mémoriel concernant l'histoire des mouvements sociaux et des faits politiques dans l'Aube. Cette journée constitue ainsi une étape dans le travail historique du CEMOA conduit avec l'appui des Archives départementales.

LDA — Pourquoi s'intéresser spécifiquement à la presse ?

SW — La presse constitue une source précieuse pour interroger et comprendre le passé du XXe siècle. Elle reste le principal moyen d'information et d'expression publique pour la population. Elle est inscrite dans l'histoire politique, sociale et culturelle du département. Elle vient compléter ce que les archives, aussi précieuses soient-elles, concernant l'action des pouvoirs publics ou des organisations diverses, ne couvrent qu'imparfaitement. La presse est ainsi un miroir de la diversité comme des conflits qui traversent la société. La pluralité de l'information incarnée à l'époque par la multiplicité des journaux est un indicateur de la vie démocratique.

L'instauration de l'État français à la solde de l'occupant affecte directement l'information par l'interdiction de la presse libre, la subordination des journaux aux injonctions de l'État et de l'occupant acceptées par des équipes rédactionnelles au nom d'une collaboration à laquelle elles adhèrent. Le combat résistant comme la libération du pays passent par une série de mesures pour repenser le régime de la presse, assurer son renouveau mais aussi un contrôle démocratique pour la faire échapper à la domination occulte des intérêts financiers. La réflexion sur le renouveau de la presse est inscrite dans la démarche du CNR.

LDA — Comment retrouver et utiliser les journaux de l'époque ?

SW — Il faut souligner l'effort réalisé préalablement à toute étude historique. Je pense notamment au travail de collecte pour compléter ou reconstituer les collections de journaux quotidiens et hebdomadaires. Il y a eu également un travail d'investigation mené conjointement avec les Archives départementales pour retrouver les journaux clandestins de la Résistance. Le traitement numérique engagé ces dernières années est essentiel d'un point de vue démocratique et mémoriel en mettant à disposition des journaux auprès d'un large public. Mais il permet également l'organisation collective du travail de recherche et la production de premiers résultats qui seront présentés le 20 novembre.

LDA — Pourquoi une journée d'études et pas un colloque ?

SW — La qualité et la diversité des intervenants pourraient justifier l'intitulé d'un colloque. Cependant, le terme de journée d'études correspond davantage à l'ambition de cette initiative à la fois culturelle et scientifique. Il s'agit de faire connaître un travail en cours autour de la presse en sachant que l'analyse de cette période historique riche en événements mais particulièrement complexe demande que les recherches se poursuivent. Pour autant, il nous a paru utile de faire connaître et partager ces premiers résultats et de participer à la nécessaire démarche mémorielle et patrimoniale concernant la Libération de la France.

ISRAËL : BATTRE NETANYAHOU, ROMPRE AVEC LA GUERRE

Le scrutin du 27 octobre a infligé un revers au pouvoir israélien. Avec 53 sièges sur 120, le bloc de Benyamin Netanyahou reste loin des 61 députés nécessaires pour gouverner. Le Likoud conserve 27 élus, mais sa coalition ne dispose plus de la majorité. La participation atteint 77,9 %. Une brèche s'ouvre dans un système qui fait de la guerre, du racisme et de la colonisation son horizon politique.

Les formations arabes incontournables

Face aux 48 sièges du bloc d'opposition conduit par Gadi Eisenkot, les formations arabes totalisent 19 députés : 11 pour la Liste unie, à laquelle participe Hadash, et 8 pour Raam. Leur exclusion des discussions reviendrait à refuser le verdict des urnes et à prolonger l'impasse.

Les communistes israéliens et leurs partenaires portent une autre voie : l'égalité des droits et le combat commun des citoyens juifs et arabes. Le PCF salue leur mobilisation et appelle le « bloc du changement » à prendre ses responsabilités. Ceux qui prétendent tourner la page Netanyahou doivent maintenant choisir : construire une alternative avec les forces arabes ou laisser l'extrême droite s'accrocher au pouvoir.

Mais une addition de sièges ne fait pas une politique de paix. L'opposition à Netanyahou rassemble des forces aux orientations différentes. Le départ d'un homme ne suffira pas si demeurent la domination du peuple palestinien et la logique de guerre.

La Palestine au cœur de la rupture

Les Palestiniens ne peuvent être les oubliés des tractations parlementaires. À Gaza comme en Cisjordanie occupée, leur liberté, leur sécurité et leur droit à disposer d'eux-mêmes doivent être au centre de toute perspective politique. Aucun changement durable ne se construira sur les ruines de Gaza, l'extension des colonies et la négation d'un État palestinien.

La rupture doit avoir un contenu : arrêter la guerre, garantir l'aide humanitaire, mettre fin à la colonisation et à l'occupation, obtenir la libération des otages et des prisonniers arbitrairement détenus. Les crimes doivent être jugés, leurs responsables répondre devant la justice internationale.

La France et l'Union européenne doivent cesser de couvrir l'impunité : sanctions contre la colonisation, arrêt des livraisons d'armes utilisées contre les civils et action résolue pour deux États sur les frontières de 1967. La sécurité du peuple israélien ne se bâtira jamais sur l'écrasement du peuple palestinien.

ANNONCES LÉGALES

AVIS DE DISSOLUTION

SASU CHAOURCOIS
Société par Actions Simplifiée
au capital de 500 €
1 RUE DES CANNES, 10210 CHAOURCE
892 830 548 RCS TROYES

Par décisions de l'associé unique du 29 octobre 2026 :
Il a été décidé la dissolution de la société à compter du même jour et sa mise en liquidation,
Il a été mis fin aux fonctions de Président de Madame Gloria JOURDAIN,
Madame Gloria JOURDAIN a été nommée en qualité de liquidateur,
et il a été décidé de fixer le siège de la liquidation au siège social de la société.
La correspondance ainsi que les actes et documents concernant la liquidation devront être notifiés
et envoyés au siège social : 1 rue des Cannes – 10210 CHAOURCE
Le dépôt des actes et pièces relatifs à la liquidation de la société sera effectué au Greffe du Tribunal de Commerce de TROYES.
Mention sera faite au RCS de TROYES.

Pour avis, le liquidateur



La Dépêche de l'Aube — www.ladepechedelaube.org

Éditeur : S.A.R.L Société Nouvelle La Dépêche de l'Aube (SARL 99 ans à compter du 26 décembre 1975)- **Capital social :** 300 €- **Siège social :** 22ter, Avenue Anatole France, 10000 TROYES- ***Tél :*** 03 25 73 32 82- **E-Mail :** ladepechedelaube@wanadoo.fr- **Gérant-directeur de la publication :** Pierre Mathieu. **Rédactrice en chef :** Camille Lainé. **Commission paritaire** : 1025 C 87 550- **Numéro ISSN :** 2263-1070- **Dépôt légal :** Date de parution. **Abonnement 1 an** = 20 €. **Régie, publicité, annonces légales :** La Dépêche de l'Aube- **Impression :** La Dépêche de l'Aube 22ter Av Anatole France 10000 Troyes.